



Enquête 2008

De la mise en œuvre de la Déclaration de Paris
Forum de haut niveau d'Accra sur l'efficacité de l'aide

Rapport pays

5

DATE LIMITE DE COMMUNICATION DES REPONSES A L'ENQUÊTE 2008 EN VUE DE LEUR
UTILISATION POUR ECLAIRER LES TRAVAUX DU FORUM DE HAUT NIVEAU D'ACCRA: **31 MARS
2008**

À PROPOS DU PRÉSENT DOCUMENT

Le *rapport-pays* rassemble les appréciations qualitatives formulées pour chacun des indicateurs des progrès. Il doit permettre de mieux comprendre les difficultés que pose l'amélioration de l'efficacité de l'aide au niveau du pays considéré et les possibilités qui s'offrent à cet égard. A cette fin, les parties prenantes sont invitées à en élaborer les deux composantes: 1) des informations destinées à être incorporées dans le chapitre sur le pays, et 2) un exposé de deux pages à titre de contribution aux travaux du Forum d'Accra. Le présent document s'intègre dans une série comprenant :

1. Note explicative
2. Questionnaire pour les donateurs
3. Questionnaire pour les gouvernements
4. Feuille de calcul pays
5. RAPPORT-PAYS
6. Définitions et précisions

ÉLABORATION DU RAPPORT-PAYS

Les deux composantes du *rapport-pays* sont les suivantes :

■ **DES INFORMATIONS À INCORPORER DANS LE CHAPITRE SUR LE PAYS CONSIDÉRÉ**, qui seront fournies sous la forme d'une *brève appréciation qualitative* pour chacun des 12 indicateurs sur lesquels porte l'enquête. C'est principalement sur ces informations que s'appuiera la rédaction du chapitre qui sera consacré à chaque pays. Des questions sont posées ci-dessous pour chaque indicateur afin de guider la formulation de cette appréciation.

■ **UN EXPOSÉ DE DEUX PAGES À TITRE DE CONTRIBUTION AU FORUM D'ACCRA**, qui permettra de présenter les *grands défis à relever et les principales mesures de réforme à prendre* pour améliorer l'efficacité de l'aide dans le pays considéré et atteindre les objectifs-cibles approuvés au Forum de Paris. La structure, les contours et le contenu de cet exposé doivent être arrêtés dans chaque pays (aucune autre indication n'est fournie à ce sujet).

Ces deux documents, qui seront élaborés sous l'autorité du Coordinateur national, doivent tenir compte du point de vue d'un large éventail de parties prenantes, dont les autorités du pays, les donateurs et les organisations concernées de la société civile. Les parties prenantes sont encouragées à s'entendre dans toute la mesure du possible sur une position commune. Toutefois, si un accord ne peut être trouvé, on rendra compte, dans ces documents, des différentes opinions exprimées au lieu de rechercher un consensus à tout prix.

VALIDATION DU RAPPORT-PAYS

Le Coordinateur national doit superviser l'élaboration du rapport-pays, en sollicitant une aide le cas échéant. Il organisera une réunion avec les autorités nationales, les donateurs et les organisations de la société civile en vue de parachever et de valider ce document avant sa communication à l'OCDE.

COMMUNICATION DU RAPPORT-PAYS

– Une fois le rapport-pays achevé et validé, il sera transmis au Secrétariat de l'OCDE pour le **31 mars 2008** au plus tard, afin que celui-ci puisse procéder à l'agrégation et à l'analyse de l'ensemble des données. Le Secrétariat communiquera au Coordinateur national un avant-projet de chapitre sur le pays considéré pour commentaire. Le rapport-pays doit être envoyé par courriel ou télécopieur au:

Secrétariat du Forum de haut niveau

Courriel : hlfsurvey@oecd.org
Télécopieur (+33-1) 44 30 61 27
Tél. (+33-1) 45 24 76 26

INFORMATIONS DESTINEES AU CHAPITRE SUR LE PAYS CONSIDERE

Les questions ci-dessous sont posées à titre indicatif afin de guider le Coordinateur national dans l'élaboration des informations destinées au chapitre sur le pays. Les réponses à ces questions serviront de point de départ pour la rédaction de ce chapitre et doivent permettre de mieux saisir les problèmes que soulève et les défis que pose la mise en œuvre de la Déclaration de Paris. Elles ne doivent pas dépasser 800 mots pour chacun des indicateurs.

Projet de RAPPORT-PAYS : Sénégal

I. APPRECIATION QUALITATIVE DES INDICATEURS

II. CONTRIBUTION AU FORUM D'ACCRA

PARTIE I : APPRECIATION QUALITATIVE DES INDICATEURS

INDICATEUR 1 : LES PARTENAIRES ONT DES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT OPÉRATIONNELLES

■ *Dans quelle mesure la stratégie nationale de développement (ou de lutte contre la pauvreté) définit-elle des objectifs clairs et hiérarchisés pour le pays ?*

Le Sénégal dispose d'une Stratégie pour la Croissance et la réduction de la Pauvreté (SCRP) qui définit à court et moyen terme (2006-2010) les objectifs en matière de lutte contre la pauvreté. La SCRP et les programmes sectoriels constituent les cadres de référence des interventions du gouvernement et d'harmonisation des actions des partenaires techniques et financiers (PTF). L'opérationnalisation de la SCRP se réalise à travers l'élaboration et l'exécution des politiques et programmes sectoriels ou spécifiques et sur divers instruments de programmation, de budgétisation, d'exécution et de suivi-évaluation.

■ *Dans quelle mesure les stratégies ou plans nationaux parviennent-ils à influencer sur les activités menées par les autorités nationales et les donateurs grâce à une articulation entre ces documents et les budgets, les politiques budgétaires ou d'autres instruments d'affectation des ressources ?*

A propos des instruments, il s'agit, entre autres, des lois de finances, de la matrice des mesures et du plan d'actions prioritaires (PAP) de la SCRP, du programme d'investissement triennal (PTIP), du cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), la décentralisation de l'exécution du budget consolidé d'investissement, etc.

La mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté à travers un plan d'actions prioritaires (PAP) annuellement actualisé permet de décliner des objectifs clairs et hiérarchisés. Le PAP qui résulte du DSRP est l'illustration et vient traduire la planification opérationnelle et pluriannuelle. Le suivi du PAP et de la matrice des mesures à travers un processus participatif regroupant tous les acteurs vise une plus grande affectation des ressources aux politiques et programmes qui tirent leur source de la stratégie. Une telle approche renforce l'articulation entre les documents de stratégies, les politiques et les ressources mises en place dans le cadre du budget.

A propos de l'articulation des documents de stratégies, de politiques sectorielles et des budgets, l'élaboration du budget d'investissement au Sénégal est étroitement articulée avec les programmes d'actions prioritaires du document de stratégie de réduction de la pauvreté. A cet effet, la stratégie de développement et les politiques sectorielles sont les préalables pour l'élaboration du budget.

En favorisant la synergie des actions et l'harmonisation des procédures des interventions des donateurs, la mise en œuvre de la SCRP se traduit aussi par une meilleure appropriation de nos politiques de développement.

Cependant il importe d'assurer à l'avenir une bonne articulation entre ce cadre de référence que constitue la SCRP, l'étude prospective « Sénégal 2020 » et le XI^e Plan de Développement Economique et Social (PODES) PODES en préparation.

■ **Quels sont les obstacles qui restent à surmonter pour permettre la concrétisation de la stratégie nationale de développement ?**

Les obstacles pour une bonne concrétisation de la stratégie nationale de développement (ou de lutte contre la pauvreté) portent donc sur :

- la faible articulation entre les différents documents de référence ;
- l'insuffisance ou l'absence d'un programme sectoriel et d'un plan d'actions prioritaire au niveau de tous les secteurs de l'économie en vue de matérialiser la SCRIP sur ce plan et d'accélérer l'implantation du CDSMT ;
- les lacunes du cadre institutionnel de planification et de programmation de l'investissement ;
- la faible capacité des structures (Ministères, collectivités locales et autres démembrements de l'Etat) chargées de mettre en œuvre les politiques publiques dans différentes sphères ou à divers niveaux.

INDICATEUR 2a : DES SYSTÈMES NATIONAUX FIABLES DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

■ **Quelles mesures de réforme a-t-on appliquées ou prévoit-on de prendre pour améliorer la qualité du système de gestion des finances publiques du pays ?**

- La mise en œuvre des plans d'actions CFAA et CPAR depuis 2004 a permis d'approfondir les réformes et d'acquiescer des résultats probants.

■ **Quels efforts fait-on actuellement pour améliorer la gestion des finances aux échelons infranationaux ?**

En vue de poursuivre l'amélioration de la gestion des finances publiques, le Sénégal s'est engagé dans l'exercice PEFA. Les mesures sont consignées dans les plans d'actions CFAA et CPAR mis à jour par le plan d'action PEFA et le plan d'action issu de l'évaluation du Système de Passation des Marchés (SPM/OCDE).

Par ailleurs, le pays observe scrupuleusement les critères de convergence de l'UEMOA et des mesures de l'Initiative de Soutien de la Politique Economique (ISPE).

INDICATEUR 2b : DES SYSTÈMES NATIONAUX FIABLES DE PASSATION DES MARCHÉS

■ **Quelles mesures a-t-on prises ou prévoit-on de prendre pour réformer le système de passation des marchés du pays (lois, réglementations et institutions) et en améliorer la qualité ?**

La situation a significativement évolué entre l'année 2006 et l'année 2008 aux plans législatif réglementaire et institutionnel.

Dans le cadre de l'application des recommandations des plans d'action CFAA (Country Financial Assessment Accountability) et CPAR (Country Procurement assessment Report) et des réformes budgétaires et financières entreprises par les États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le Sénégal a mis en place une nouvelle réglementation relative aux procédures de passation des marchés publics. Ces changements majeurs ont été engagés à la suite d'une large concertation avec le secteur privé et les organisations de la société civile et se sont opérés à un triple niveau :

- au plan législatif, des aménagements sont intervenus avec notamment la modification du Code des Obligations de l'Administration (COA) par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006.
- au plan réglementaire, le décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 a institué un nouveau Code des Marchés publics dont le respect des dispositions permet d'atteindre les objectifs de transparence, d'efficacité, de rationalité de la Commande publique, de traitement équitable des candidats, de lutte contre la corruption, et de justice par l'institution de voies de recours.

- au plan institutionnel, deux organes ont été créés consacrant ainsi la séparation des fonctions de contrôle a priori d'une part, et de contrôle a posteriori et de régulation, d'autre part. Lesdites fonctions sont dévolues respectivement à la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP) mise en place par décret n°2007-547 du 25 avril 2007, et à l'Agence de Régulation des Marchés publics créée par décret n°2007-546 du 25 avril 2007. Tout cela permettra pour la régulation et le contrôle a priori, systématisation des audits a posteriori des marchés, introduction d'outils de gestion des marchés avec les dossiers types.

Par ailleurs, une circulaire de Monsieur le Premier Ministre a été prise pour informer les autorités contractantes de l'entrée en vigueur du Code des Marchés publics à partir du 1^{er} janvier 2008.

A cet effet, les textes d'application du Code ont été publiés dans le numéro 6383 du journal officiel en date du 31 décembre 2007 et des actions de vulgarisation du nouveau réglementaire sont en cours d'initiation.

Ces mesures constituent des éléments essentiels à une bonne gouvernance économique et financière et contribuent à la réduction des délais de traitement des dossiers de marchés ainsi qu'au relèvement du taux d'absorption des crédits.

■ *Si des cadres légaux ou institutionnels ont été mis en place (lois sur les marchés publics, organismes de réglementation, législation sur la lutte contre la corruption), quelles dispositions prend-on pour renforcer les capacités ou mobiliser les ressources nécessaires pour les mettre en œuvre avec efficacité ?*

Nombre de dispositions ont été prises en matière de renforcement des capacités, notamment : (i) l'élaboration d'un plan global de formation sur les marchés publics (PGFMP) qui va toucher, sur la base de modules adaptés à la cible tous les liés à l'exécution de la commande publique (ii) la mise à contribution du budget de l'état et des concours des PTF dans la réalisation des sessions de formation, l'ARMP et la DCMP étant responsables du déroulement de ce PGFMP.

Concernant la mise en œuvre des ressources avec efficacité, les dispositions prises portent sur (i) l'obligation de la planification des marchés avec les plans de passation des marchés (PPM) soumis en début d'année à la DCMP et application systématique de la concurrence (Appel d'offres) pour exécuter les commandes publiques qui ne font pas partie des cas admis au gré à gré, (ii) la création de CPM au sein des autorités contractantes pour aider au contrôle de la qualité des dossiers de marchés à soumettre pour avis à la DCMP, (iii) la fixation à la DCMP par l'ARMP de délais d'examen des dossiers de marchés soumis pour avis, (iv) l'adoption d'un répertoire des prix de référence pour l'exécution de la commande publique.

En vue de maintenir le processus d'amélioration du système de passation des marchés, le Sénégal a décidé de participer à l'exercice de l'évaluation du système de passation des marchés publics réalisés en janvier-février 2008 (PCRBF).

INDICATEUR 3: LES APPORTS D'AIDE SONT ALIGNÉS SUR LES PRIORITÉS NATIONALES

■ Résultats de l'enquête

1) Sur la base des réponses des PTF, l'APD aussi bien celle versée au secteur public par les PTF que celle enregistrée par le Gouvernement aurait augmenté sur le plan nominal entre 2006 et 2008 passant de \$452 868 960 et \$402 636 720 à respectivement \$593 266 882 et \$671 403 594.

Par ailleurs, la part relative des PTF multilatéraux reste prédominante avec une proportion de plus de 61% de l'APD.

Il ressort des données que le Sénégal reste toujours dépendant pour x% de l'APD pour son budget d'investissement.

- Toutefois l'entrée en vigueur du nouveau code des marchés et la mise en place du dispositif de mise en œuvre permettront de lever nombre de ces contraintes : le cadre légal, réglementaire et institutionnel des marchés publics a été révisé, les fonctions contrôle a priori et régulation des marchés publics sont prises en charge par deux nouvelles structures DCMP et ARMP dotée d'un comité de règlement des différends, introduction de l'audit systématique a posteriori des marchés publics des gestions clôturées, transmission des rapports à la Cour des comptes, la Présidence et le Parlement.

■ **Décrivez les cas dans lesquels les donneurs appliquent des mesures de sauvegarde.**

[PCRBF/DCMP et PTF : Décrivez les cas dans lesquels les donneurs appliquent des mesures de sauvegarde]

INDICATEUR 6 : ÉVITER LES STRUCTURES DE MISE EN ŒUVRE PARALLÈLES

■ **Pour quelles raisons y a-t-il création d'unités parallèles de mise en œuvre des projets ?**

- Dans l'ensemble, 48 unités de gestion parallèles ont enregistrées dont 8 pour les PTF bilatéraux et 38 pour les PTF multilatéraux.. Aucune comparaison ne saurait être fait avec les résultats de l'enquête 2006 non validés sur ce point. Toutefois ces chiffres ne semblent pas refléter totalement la réalité qui permet de déceler des contradictions.

En effet, les résultats de l'étude sur la comptabilisation de l'APD » au Sénégal effectuée en 2007 en s'appuyant sur la base de données de la BM (2005) révèle l'existence de projets non recensés dans la base de données du MEF (DDI). Ce qui laisse supposer que certains de ces projets sont gérés par des unités parallèles.

- Les raisons de création de ces unités parallèles son diverses :
 - non confiance de certains PTF dans les systèmes d'exécution nationaux. et souci des PTF pour la transparence en matière dans l'utilisation des ressources ; en effet, la plupart des donneurs ont des organisations avec des chargés de programmes qui assurent le suivi de l'exécution physique et financière des opérations ; cette modalité permet aussi d'avoir un contrôle sur l'utilisation des ressources en s'assurant que les ressources sont utilisées pour les objectifs définis ;
 - par ailleurs, cette modalité permet aux prestataires et entreprises étrangères généralement ayant leur siège dans le pays du bailleur de tirer profit du financement octroyé (aide liée) et de leur sécuriser la célérité des paiements effectifs des services faits par le bais des paiements directs. ;
 - cela permet aussi à une partie des cadres nationaux au sein ou en dehors de l'administration de maintenir des niveaux de salaire sans commune mesure avec ceux du Gouvernement.

■ **Quelles sont, s'il y a lieu, les dispositions prises tant par les donneurs que par les autorités nationales pour supprimer progressivement ces unités et/ou les intégrer dans les ministères opérationnels ?**

- Dispositions prises par le gouvernement pour supprimer ou intégrer les unités parallèles :
 - amélioration des procédures nationales de mise en œuvre des projets (réformes financières et budgétaires en cours, renforcement des capacités de l'administration en matière de planification et d'exécution, mesures de bonne gouvernance – programme nationale de bonne gouvernance, etc.)
 - le recours à l'aide budgétaire général : il est espérer que la mise en œuvre de l'Arrangement-cadre sur les appuis budgétaires (ACAB) aura un impact non négligeable sur ce point.
- Cette activité a été inscrite dans le Plan d'action pour l'harmonisation et l'efficacité de l'aide au Sénégal.

INDICATEUR 7 : L'AIDE EST DAVANTAGE PRÉVISIBLE

■ Indiquez les principales raisons pour lesquelles il existe des écarts entre les versements d'aide programmés et les sommes effectivement comptabilisées par les autorités nationales en tant que versements.

L'indicateur est estimé à 56.1% et son état s'est nettement détérioré par rapport à l'enquête 2006 où il se situait à 69% des ressources.

[Explications possibles : DDI & DCEF & DDI] & DPEE et PTF : dans quelle mesure la lenteur de la prise de certaines mesure de réforme et la non signature de programme avec le FMI, etc. aurait-il pu influencer ?]

- Les prévisions de versement sont généralement gagées sur le niveau de réalisation de performances attendues dans les indicateurs de mesure. Le plus souvent, des contre-performances sont enregistrées particulièrement dans les indicateurs de gestion budgétaires.
- En ce qui concerne les fonds dont le versement est suspendu à la réalisation préalable d'indicateurs de résultats ou de mesures de réformes, le MEF doit absolument avoir un cadre de suivi rapproché sur des acteurs sectoriels responsables qui souvent ne relèvent pas de son autorité
- Etc.

■ Que peuvent faire les donneurs pour que les prévisions concernant le volume et le calendrier des versements à escompter soient plus réalistes ?

- Les donneurs pourront s'organiser pour avoir entre avril et mai une seule revue conjointe avant les arbitrages du MEF sur les recettes prévues en juin ce qui leur permet sur des bases objectives de fournir l'information sur les prévisions de versement de fonds dans le budget prochain et le MEF de comptabiliser cela dans le projet de budget.

■ Quels efforts les autorités nationales font-elles pour 1) s'acquitter des diverses obligations (d'ordre administratif, technique, financier, etc.) à remplir pour que les projets puissent être exécutés et les fonds versés en temps voulu, et 2) inscrire avec exactitude les versements effectués dans leur système comptable ? ■ A-t-on pris des dispositions supplémentaires pour améliorer la prévisibilité des apports d'aide à plus ou moins long terme ?

- Pour améliorer la situation, les autorités nationales ont pris, en accord avec les PRF, un ensemble de mesures dont les suivantes : la signature de l'ACAB en janvier 2008 pour les PTF partisans du soutien budgétaire, l'inscription de la prévisibilité de l'APD dans le Plan d'action pour l'harmonisation et l'efficacité de l'aide au Sénégal pour l'ensemble des PTF, la mise en œuvre du CDMT et des CDSMT ainsi que la signature de l'ISPE avec le FMI.

INDICATEUR 8 : L'AIDE EST NON LIÉE

■ Quels efforts les donneurs font-ils au niveau du pays pour délier leur aide ?

- C'est encore le statu quo avec la plupart des PTF.
- Toutefois la question est inscrite parmi les activités du Plan d'action pour l'harmonisation et l'efficacité de l'aide au Sénégal.

[CSPLP & DDI & DCEF et PTF : vérifier le niveau de l'indicateur dans le rapport de l'OCDE]

INDICATEUR 9 : UTILISATION DE PROCÉDURES OU DISPOSITIFS COMMUNS

■ Expliquez comment sont actuellement utilisées les approches-programme (c'est-à-dire les approches répondant aux quatre critères énoncés dans la note sur les Définitions et précisions, élaborée pour les besoins de l'enquête)

- La valeur actuelle de l'indicateur (43.6%) semble indiquer une nette détérioration par rapport à 2006 malgré l'application de l'approche-programme et l'extension du CDMT à de nouveau

PARTIE II : CONTRIBUTION AU FORUM D'ACCRA

I. Les principaux défis

A la lumière des résultats de l'enquête 2008 et de l'évaluation de la Déclaration de Paris (DP) organisée au Sénégal, les grands défis suivants peuvent être relevés :

- l'approfondissement du processus d'appropriation de la DP avec un accent particulier sur le renforcement des capacités des principaux acteurs
- l'adoption et la mise en œuvre du Plan d'action sur l'harmonisation et l'efficacité de l'aide au Sénégal, traduction pratique de la DP dans le contexte du DSRP et cadre de dialogue entre le Gouvernement, les PTF et divers acteurs.

II. Les principales mesures de réforme

Les suggestions et recommandations ci-dessous en direction du prochain de Haut Niveau prévu à Accra du 2 au 4 septembre 2008 visent à améliorer les conditions de mise en œuvre de la DP au Sénégal et préparer les inputs aux neuf (9) tables-rondes et au Programme d'Action d'Accra.

2.1. L'approfondissement du processus d'appropriation et le renforcement des capacités de mise en œuvre de la DP

- Renforcer la coordination politique de la DP dans le cadre du dispositif institutionnel du DSRP tout renforçant les rôles techniques des structures du Ministère de l'Economie et des Finances et des ministères techniques directement impliquées dans la mise en œuvre de la DP ;
- Organiser la participation des autres acteurs nationaux, notamment la société civile, les parlementaires, les syndicats de travailleurs et de patrons et les collectivités locales en leur octroyant un rôle précis et des missions précises dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris ;
- Elaborer et mettre en œuvre une politique de communication nationale sur la DP en faveur des acteurs nationaux.

2.2. La mise en œuvre du Plan d'action sur l'harmonisation et l'efficacité de l'aide au Sénégal

- Accélérer l'adoption du plan d'actions sur l'efficacité de l'aide d'une part et mettre en place un mécanisme de dialogue entre acteurs efficace et participatif pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du plan d'action.
- Développer une dynamique d'appropriation, de partage des expériences et de diffusion des bonnes pratiques aussi bien entre structures du gouvernement qu'entre les PTF en matière d'Harmonisation, de Gestion Axée sur les Résultats et la Responsabilité Mutuelle en vue d'aplanir les divergences et d'améliorer la mise en œuvre de la DP ;
- Poursuivre les réformes des finances publiques, notamment opérationnaliser le système de passation des marchés publics, afin de lever la contrainte principale à l'utilisation des systèmes nationaux.

2.3. Recommandations sur des points spécifiques

1) Recommandation relative à l'appropriation

- Ce principe comporte plusieurs dimensions, à savoir le niveau d'élaboration des politiques publiques (globales, sectorielles, thématiques et locales), l'étendue de la participation des acteurs dans la formulation et la mise en œuvre, les capacités de mise en œuvre, etc.
- Cependant l'accent est généralement mis sur le niveau d'élaboration des politiques publiques (globales, sectorielles, thématiques et locales).

Tableau 1 : Données consolidées

| DONNEUR | VERSEMENT D'APP | | AIDE COMPTABILISÉE | | COOPÉRATION TECHNIQUE | | FINANCES PUBLIQUES | | | |
|-----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|--|
| | Donneur Qd1 | Donneur Qd3 | Gov Qg1 | Donneur Qd5 | Donneur Qd6 | Donneur Qd7 | Donneur Qd8 | Donneur Qd9 | Donneur Qd10 | |
| Allemagne | \$20 115 937 | \$20 101 812 | \$17 709 750 | \$8 907 514 | \$7 926 090 | \$11 208 423 | \$11 208 423 | \$0 | \$0 | |
| Autriche | \$2 100 000 | \$0 | \$0 | \$2 100 000 | \$1 046 151 | \$0 | \$0 | \$0 | \$0 | |
| Belgique | \$19 844 723 | \$13 993 385 | \$7 974 187 | \$1 046 151 | \$32 370 000 | \$0 | \$0 | \$0 | \$26 870 000 | |
| Canada | \$45 550 000 | \$26 870 000 | \$3 188 840 | \$45 550 000 | \$807 857 | \$0 | \$0 | \$0 | \$0 | |
| Espagne | \$9 950 464 | \$2 127 499 | \$4 966 911 | \$4 378 559 | \$1 100 000 | \$4 922 090 | \$33 227 680 | \$0 | \$0 | |
| France | \$54 229 095 | \$47 958 236 | \$28 298 870 | \$17 730 122 | \$218 890 | \$0 | \$1 198 050 | \$1 198 050 | \$2 890 000 | |
| Italie | \$4 749 043 | \$3 824 073 | \$3 257 709 | \$218 890 | \$218 890 | \$2 890 000 | \$2 890 000 | \$0 | \$2 502 707 | |
| Japon | \$28 140 000 | \$27 870 000 | \$16 580 717 | \$9 550 000 | \$48 030 000 | \$2 502 707 | \$0 | \$0 | \$16 000 000 | |
| Luxembourg | \$16 751 863 | \$16 408 011 | \$5 519 949 | \$1 159 184 | \$1 400 000 | \$16 000 000 | \$16 000 000 | \$0 | \$0 | |
| Pays Bas | \$19 800 000 | \$17 800 000 | \$14 817 255 | \$1 700 000 | \$4 289 440 | \$0 | \$0 | \$0 | \$0 | |
| USA | \$32 964 186 | \$24 390 191 | \$22 639 096 | \$19 030 007 | \$696 908 | \$18 261 680 | \$18 261 680 | \$18 261 680 | \$18 261 680 | |
| BAD | \$53 101 155 | \$53 101 155 | \$137 865 165 | \$2 615 624 | \$18 040 164 | \$28 678 490 | \$28 678 490 | \$28 678 490 | \$28 678 490 | |
| Banque Mondiale | \$140 420 125 | \$140 420 125 | \$212 552 478 | \$18 040 164 | \$188 800 | \$0 | \$0 | \$0 | \$0 | |
| EIF | \$51 431 531 | \$51 431 531 | \$74 567 731 | \$4 820 000 | \$0 | \$23 170 000 | \$23 170 000 | \$23 170 000 | \$23 170 000 | |
| Commission Européenne | \$93 893 000 | \$93 893 000 | \$94 871 093 | \$0 | \$0 | \$0 | \$7 866 001 | \$0 | \$0 | |
| Fonds Mondial / Global Fund | \$7 866 001 | \$7 866 001 | \$5 426 037 | \$0 | \$0 | \$0 | \$0 | \$4 672 433 | \$0 | |
| GAVI | \$4 672 433 | \$4 672 433 | \$0 | \$0 | \$0 | \$13 427 035 | \$1 550 000 | \$2 043 098 | \$3 143 098 | |
| Système des Nations Unies | \$48 451 132 | \$40 539 430 | \$21 167 805 | \$28 276 986 | \$13 403 057 | \$121 060 425 | \$144 050 324 | \$96 913 751 | \$121 515 975 | |
| TOTAL | \$654 030 688 | \$593 266 882 | \$671 403 594 | \$165 123 201 | \$89 517 356 | \$121 060 425 | \$144 050 324 | \$96 913 751 | \$121 515 975 | |

Indicateur 3 Aide comptabilisée dans le budget

Indicateur 4 Renforcement coordonné des capacités

Indicateur 5a Utilisation des systèmes nationaux de gestion financière

Tableau 1 : Données consolidées

| DONNEUR | Indicateur 5b Utilisation des systèmes nationaux de passation des marchés | | Indicateur 6 UGP parallèles | | Indicateur 7 Prévisibilité de l'aide | | Indicateur 9 Utilisation de procédures ou dispositifs communs | | Indicateur 10a Missions sur le terrain | | Indicateur 10b Travaux analytiques par pays | |
|-----------------------------|---|--------------|--------------------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------|---|--------------|---|--------------|--|--|
| | Donneur Qd11 | Donneur Qd12 | Donneur Qd13 | Gov. QG2 | Donneur Qd14 | Donneur Qd15 | Donneur Qd16 | Donneur Qd17 | Donneur Qd18 | Donneur Qd19 | | |
| Allemagne | \$11 208 423 | 0 | \$22 260 487 | \$15 947 678 | \$0 | \$11 591 209 | 7 | 1 | 0 | 0 | | |
| Autriche | \$0 | 2 | \$0 | \$3 274 748 | \$0 | \$0 | 3 | 0 | 0 | 0 | | |
| Belgique | \$9 000 000 | 0 | \$23 756 069 | \$11 189 968 | \$0 | \$5 199 466 | 33 | 0 | 0 | 0 | | |
| Canada | \$26 870 000 | 1 | \$43 020 000 | \$36 664 650 | \$18 150 000 | \$13 370 000 | 4 | 0 | 0 | 0 | | |
| Espagne | \$0 | 0 | \$1 538 790 | \$944 836 | \$0 | \$0 | 7 | 0 | 3 | 0 | | |
| France | \$33 227 680 | 5 | \$30 799 810 | \$34 438 461 | \$2 737 880 | \$21 897 870 | 31 | 0 | 4 | 0 | | |
| Italie | \$2 493 562 | 0 | \$4 556 728 | \$1 523 464 | \$1 198 050 | \$2 626 023 | 6 | 0 | 0 | 0 | | |
| Japon | \$2 890 000 | 0 | \$27 870 000 | \$3 651 473 | \$0 | \$26 350 000 | 8 | 0 | 0 | 0 | | |
| Luxembourg | \$1 343 523 | 0 | \$16 751 863 | \$4 531 285 | \$0 | \$16 751 863 | 4 | 1 | 1 | 0 | | |
| Pays Bas | \$16 200 000 | 0 | \$16 300 000 | \$16 069 417 | \$16 000 000 | \$480 000 | 3 | 0 | 3 | 0 | | |
| USA | \$0 | 0 | \$56 497 000 | \$27 545 224 | \$0 | \$0 | 23 | 3 | 24 | 6 | | |
| EAD | \$18 261 680 | 0 | \$120 220 965 | \$31 757 578 | \$18 261 680 | \$21 213 939 | 35 | 2 | 0 | 0 | | |
| Banque Mondiale | \$20 678 490 | 0 | \$160 750 000 | \$126 922 258 | \$20 678 490 | \$19 655 572 | 47 | 27 | 1 | 1 | | |
| BID | \$51 431 531 | 12 | \$17 557 000 | \$48 735 105 | | | 4 | 0 | 0 | 0 | | |
| Commission Européenne | \$23 170 000 | 3 | \$148 580 000 | \$45 289 307 | \$19 890 000 | \$704 587 | 12 | 0 | 1 | 0 | | |
| Fonds Mondial / Global Fund | \$1 628 756 | 0 | \$5 713 199 | \$0 | \$0 | \$0 | 4 | 0 | 9 | 2 | | |
| GAZI | \$0 | 0 | \$4 561 133 | \$0 | \$0 | \$529 800 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| Système des Nations Unies | \$2 693 478 | 23 | \$47 426 638 | \$11 299 548 | \$450 000 | \$21 134 689 | 32 | 30 | 32 | 20 | | |
| TOTAL | \$221 097 124 | 46 | \$748 159 703 | \$419 785 000 | \$97 366 100 | \$161 500 018 | 263 | 67 | 78 | 30 | | |

Tableau 2 : Calcul des ratios

| Ratio par donneur | VERSEMENT D'APD | | AIDE COMPTABILISEE | | COOPERATION TECHNIQUE | | FINANCES PUBLIQUES | | | |
|-----------------------------|-----------------|---------------|--------------------|--------------|-----------------------|--------------|--------------------|--------------|--------------|--------------|
| | Qd3/Qd1 | Qg1/Qd3 | Qd6/Qd5 | Qd7/Qd3 | Qd8/Qd3 | Qd9/Qd3 | Qd10/Qd3 | Qd11/Qd3 | Qd12/Qd3 | Qd13/Qd3 |
| Allemagne | 99,9% | 88,1% | 89,0% | 55,8% | 55,8% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Autriche | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Belgique | 70,5% | 57,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Canada | 59,0% | 11,9% | 71,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% |
| Espagne | 21,4% | 233,5% | 18,5% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% |
| France | 88,4% | 59,0% | 6,2% | 10,3% | 69,3% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Italie | 80,5% | 85,2% | 100,0% | 0,0% | 31,3% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Japon | 99,0% | 59,5% | 84,1% | 10,4% | 10,4% | 10,4% | 10,4% | 10,4% | 10,4% | 10,4% |
| Luxembourg | 97,9% | 33,6% | 0,0% | 15,3% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 15,3% | 15,3% |
| Pays Bas | 89,9% | 83,2% | 82,4% | 89,9% | 89,9% | 89,9% | 89,9% | 89,9% | 89,9% | 89,9% |
| USA | 74,0% | 92,8% | 22,5% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| BAD | 100,0% | 259,6% | 26,6% | 34,4% | 34,4% | 34,4% | 34,4% | 34,4% | 34,4% | 34,4% |
| Banque Mondiale | 100,0% | 151,4% | 100,0% | 20,4% | 20,4% | 20,4% | 20,4% | 20,4% | 20,4% | 20,4% |
| BID | 100,0% | 145,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Commission Européenne | 100,0% | 101,0% | 0,0% | 24,7% | 24,7% | 24,7% | 24,7% | 24,7% | 24,7% | 24,7% |
| Fonds Mondial / Global Fund | 100,0% | 69,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| GAZI | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% |
| Système des Nations Unies | 83,7% | 52,2% | 47,4% | 33,1% | 3,8% | 5,0% | 100,0% | 7,8% | 0,0% | 0,0% |
| Ratio général | 90,7% | 113,2% | 54,2% | 20,4% | 24,3% | 16,3% | 20,5% | 20,5% | 20,5% | 20,5% |

Tableau 2 : Calcul des ratios

| Ratio par donneur | PROGUREMENT Qd11/Qd3 | Puis Qd12 | PREVISIBILITE Qg2/Qd13 | APPROCHES-PROGRAMMES (Qd14 + Qd15)/Qd3 | MISSIONS Qd17/Qd16 | TRAVAUX ANALYTIQUES Qd19/Qd18 |
|-----------------------------|-------------------------|--------------|---------------------------|---|-----------------------|----------------------------------|
| Allemagne | 55,8% | 0 | 71,6% | 57,7% | 14,3% | 0,0% |
| Autriche | 0,0% | 2 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Belgique | 64,3% | 0 | 47,1% | 37,2% | 0,0% | 0,0% |
| Canada | 100,0% | 1 | 85,2% | 117,3% | 0,0% | 0,0% |
| Espagne | 0,0% | 0 | 61,4% | 0,0% | 9,7% | 0,0% |
| France | 69,3% | 5 | 111,8% | 51,4% | 0,0% | 0,0% |
| Italie | 10,4% | 0 | 33,4% | 100,0% | 0,0% | 0,0% |
| Japan | 65,2% | 0 | 13,1% | 94,5% | 25,0% | 0,0% |
| Luxembourg | 8,2% | 0 | 27,0% | 102,1% | 0,0% | 0,0% |
| USA | 91,0% | 0 | 98,6% | 92,6% | 13,0% | 25,0% |
| Pays Bas | 0,0% | 0 | 48,8% | 0,0% | 5,7% | 0,0% |
| BAD | 34,4% | 0 | 26,4% | 74,3% | 57,4% | 100,0% |
| Banque Mondiale | 14,7% | 0 | 79,0% | 28,7% | 0,0% | 0,0% |
| BID | 100,0% | 12 | 277,6% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Commission Europeenne | 24,7% | 3 | 30,5% | 21,9% | 0,0% | 22,2% |
| Fonds Mondial / Global Fund | 20,7% | 0 | 0,0% | 11,3% | 0,0% | 0,0% |
| GAVI | 0,0% | 0 | 23,8% | 53,2% | 93,8% | 62,5% |
| Systeme des Nations Unies | 6,6% | 23 | 56,1% | 43,6% | 25,5% | 38,5% |
| Ratio general | 37,3% | 46 | | | | |

Valeur absolue

Tableau 4 : Parts des PTF bilia

| DONNEUR | PROCUREMENT | | PREVISIBILITE | | APPROCHES-PROGRAMMES | | MISSIONS | | TRAVAUX ANALYTIQUES | |
|--|---------------|----------------------|---------------|---------------|----------------------|---------------|--------------|--------------|---------------------|--------------|
| | Donneur Qd11 | Plus Donneur Qd12 | Donneur Qd13 | Gov. Qg2 | Donneur Qd14 | Donneur Qd15 | Donneur Qd16 | Donneur Qd17 | Donneur Qd18 | Donneur Qd19 |
| 11 PTF bilatéraux | | | | | | | | | | |
| Allemagne | \$11 208 423 | 0 | \$22 260 487 | \$15 947 678 | \$0 | \$11 591 209 | 7 | 1 | 0 | 0 |
| Autriche | \$0 | 2 | \$0 | \$3 274 748 | \$0 | \$0 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| Belgique | \$9 000 000 | 0 | \$23 756 069 | \$11 189 968 | \$0 | \$5 199 466 | 33 | 0 | 0 | 0 |
| Canada | \$26 870 000 | 1 | \$43 020 000 | \$36 664 650 | \$18 150 000 | \$13 370 000 | 4 | 0 | 0 | 0 |
| Espagne | \$0 | 0 | \$1 538 790 | \$944 836 | \$0 | \$0 | 7 | 0 | 3 | 0 |
| France | \$33 227 680 | 5 | \$30 799 810 | \$34 438 461 | \$2 737 890 | \$21 892 870 | 31 | 3 | 4 | 0 |
| Italie | \$2 493 562 | 0 | \$4 556 728 | \$1 523 464 | \$1 198 050 | \$2 626 023 | 6 | 0 | 0 | 0 |
| Japon | \$2 890 000 | 0 | \$27 870 000 | \$3 651 473 | \$0 | \$26 350 000 | 8 | 0 | 0 | 0 |
| Luxembourg | \$1 343 523 | 0 | \$16 751 863 | \$4 531 285 | \$0 | \$16 751 863 | 4 | 1 | 1 | 0 |
| Pays Bas | \$16 200 000 | 0 | \$16 300 000 | \$16 069 417 | \$16 000 000 | \$480 000 | 3 | 0 | 3 | 0 |
| USA | \$0 | 0 | \$56 497 000 | \$27 545 224 | \$0 | \$0 | 23 | 3 | 24 | 6 |
| <i>Sous-total</i> | \$103 233 189 | 8 | \$243 350 748 | \$155 781 204 | \$38 085 930 | \$98 261 431 | 129 | 8 | 35 | 6 |
| 16 PTF multilatéraux | | | | | | | | | | |
| BAD | \$18 261 680 | 0 | \$120 220 965 | \$31 757 578 | \$18 261 680 | \$21 213 939 | 35 | 2 | 0 | 0 |
| Banque Mondiale | \$20 678 490 | 0 | \$160 750 000 | \$126 922 258 | \$20 678 490 | \$19 655 572 | 47 | 27 | 1 | 1 |
| BID | \$51 431 531 | 12 | \$17 557 000 | \$48 735 105 | \$0 | \$0 | 4 | 0 | 0 | 0 |
| Commission Européenne | \$23 170 000 | 3 | \$148 580 000 | \$45 289 307 | \$19 890 000 | \$704 587 | 12 | 0 | 1 | 1 |
| Fonds Mondial / Global Fund | \$1 628 756 | 0 | \$5 713 199 | \$0 | \$0 | \$0 | 4 | 0 | 9 | 2 |
| GAVI | \$0 | 0 | \$4 561 133 | \$0 | \$0 | \$529 800 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Système des Nations Unies | \$2 693 478 | 23 | \$47 426 658 | \$11 299 548 | \$450 000 | \$21 134 689 | 32 | 30 | 32 | 20 |
| <i>Sous-total</i> | \$117 863 935 | 38 | \$504 808 955 | \$264 003 796 | \$59 280 170 | \$63 238 587 | 134 | 59 | 43 | 24 |
| TOTAL | \$221 097 124 | 46 | \$748 159 703 | \$419 785 000 | \$97 366 100 | \$161 500 018 | 263 | 67 | 78 | 30 |
| Part relative des PTF bilatéraux | 47% | 17% | 33% | 37% | 39% | 61% | 49% | 12% | 45% | 20% |
| Part relative des PTF multilatéraux | 53% | 83% | 67% | 63% | 61% | 39% | 51% | 88% | 55% | 80% |

SENEGAL : ENQUETE 200 DE SUIVI DE LA DECLARATION DE PARIS

Etat des réponses aux questionnaire pour les donneurs au 14 avril 2008

| N° | DONNEURS | DATE | OBSERVATIONS | Enquête 2006 |
|-------|---|--------------------------------------|---|--------------|
| 1 | Italie | 19/02/08 | "COOPERATION ITALIENNE" <itcopdkr@sentoo.sn> | Oui |
| 2 | UE | 19/02/08 | Philippe.THOMAS@ec.europa.eu | Oui |
| 3 | Autriche | 20/02/08 | "Leiner, Elisabeth" <Elisabeth.Leiner@ada.gv.at> | Oui |
| 4 | Canada | 20/02/08 | Jose.Montabes@international.gc.ca | Oui |
| 5 | Pays-Bas | 22/02/08 | Speelman, JJ : jj.speelman@minbuza.nl | Oui |
| 6 | USA | 29/02/08 | "Diallo, Abdrahmane(DAKAR/PRM)" <abdiallo@usaid.gov> | Oui |
| 7 | Japon | 07/03/08 | BARRY MAMADOU ALIOU : mamadoubarry.sn@jica.go.jp | Oui |
| 8 | BAD | 07/03/08 | "CISSE, SADA LY" <S.CISSE@afdb.org> | Oui |
| 9 | Espagne | 10/03/08 | Juan José Lavín Suárez : : juanjo.lavin@aacid.sn | Oui |
| 10 | France | 10/03/08 | "Emmanuelle ROUMEGOUS" <Emmanuelle.ROUMEGOUS@diplomatie.gouv.fr> | Oui |
| 11 | Luxembourg | 10/03/08 | "Hamadou KONATE" <hkonate@luxmission.sn> | Oui |
| 12 | GAVI | 11/03/08 | rlfevre@gavialliance.org] | Non |
| 13 | Fonds Mondial (Global Fund) | 20/03/08 | "Nina Ingenkamp" <Nina.Ingenkamp@TheGlobalFund.org> | Oui |
| 14 | Allemagne | 20/03/08 et 25/03/08 | ".DAKA L-VZ1 Klink, Catrin" <l-vz1@daka.auswaertiges- amt.de> | Oui |
| 15 | Banque Mondiale | 21/03/08, 27/03/08 et 02/04/08 | Françoise Perrot : fperrot@worldbank.org | Oui |
| 16 | SNU | 07/04/08 | "Luc Grégoire" <luc.gregoire@undp.org> | Oui |
| 16-1 | PNUD | 07/04/08 | | Oui |
| 16-2 | UNFPA | 07/04/08 | | |
| 16-3 | ONUDI | 07/04/08 | | |
| 16-4 | PAM | 07/04/08 | | |
| 16-5 | UNESCO | 07/04/08 | | |
| 16-6 | BIT | 07/04/08 | | |
| 16-7 | OMS | 07/04/08 | | |
| 16-8 | FIDA | 07/04/08 | | |
| 16-9 | FAO | 07/04/08 | | |
| 16-10 | UNICEF | 07/04/08 | | |
| 17 | BID | 08/04/08 | M. Saïdou Barry, Directeur/ Bureau Rég / Dakar (fax DDI) | |
| 18 | Belgique | 10/04/08 | "De Feyter Marc - Dakar - Cooperation Counselor" <Marc.DeFeyter@diplobel.fed.be> | Non |
| 18 | Total = 18 questionnaires Consolidé = 10 | | | Oui |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

Sur les 19 donneurs, 16 avaient participé à l'enquête de 2006 et 2 nouveau.
La BADEA qui avait pris part à l'enquête de 2006 n'a pas participé à l'enquête 2008

Donneurs traditionnels DAC/OCDE sans réponse au 14 avril 2008

| | | | Réaction au questionnaire | | | |
|----|---------------------|--|---------------------------|---------------|----------|------|
| | | | Sans réaction | Rép. négative | Promesse | Reçu |
| 1. | Portugal | | 0 | -- | -- | -- |
| 2. | Suède | | -- | 1 | -- | -- |
| 3. | FMI | | ? | ? | ? | ? |
| 4. | Suisse | | -- | 1 | -- | -- |
| 5. | République de Corée | | x | 1 | -- | -- |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | Synthèse | | 0 | 3 | -- | -- |

Donneurs saisis : émergents et / ou sans représentation locale au 8 mars 2008

| | | Lettre signée le 4 mars | Réaction au questionnaire | | | |
|----|-------------------------------|----------------------------|---------------------------|---------------|----------|----------|
| | | | Sans réaction | Rép. négative | Promesse | Reçu |
| 1. | BADEA | 04/03/08 | 0 | -- | -- | -- |
| 2. | Nordic Development Fund | 28/02/08 | 0 | -- | -- | -- |
| 3. | Saudi Fund for Development | 04/03/08 | 0 | -- | -- | -- |
| 4. | Kuwait Fund for Development | 04/03/08 | 0 | -- | -- | -- |
| 5. | OPECFund (Fonds OPEP | 04/03/08 | 0 | -- | -- | -- |
| 6. | BID / IDB | 04/03/08 | -- | -- | -- | 1 |
| 7. | République Populaire de Chine | 04/03/08 | 0 | -- | -- | -- |
| 8. | BOAD | 04/03/08 | -- | -- | 1 | -- |
| 9. | Eximbank of India / Mumbai | 27/02/08 | -- | 1 | -- | -- |
| | Synthèse | | 6 | 1 | 1 | 1 |